



Les grands titres:

- Journée des réfugiés : l'ONU lance un appel à la solidarité collective
- Iraq : l'ONU octroie 15 millions de dollars pour aider les personnes ayant fui Falloujah
- Afghanistan : l'ONU condamne des attaques meurtrières à Kaboul et dans le Badakhshan
- Centrafrique : l'ONU condamne des attaques répétées contre des convois humanitaires
- L'UNESCO déplore la mort d'un journaliste en Syrie
- L'ONU s'efforce d'améliorer la coordination pour répondre aux crises sanitaires mondiales
- A Lesbos, Ban Ki-moon rappelle l'obligation morale du monde envers les réfugiés
- Violence sexuelle en temps de conflit : l'ONU appelle à briser le silence
- Myanmar : l'ONU réclame des mesures concrètes pour mettre fin aux violations des droits des Rohingya

Journée des réfugiés : l'ONU lance un appel à la solidarité collective



20 juin - A l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, célébrée chaque année 20 juin, des hauts responsables des Nations Unies ont appelé lundi la communauté internationale à agir collectivement et dans un esprit de solidarité face aux dizaines de millions de personnes déracinées dans le monde.

Une situation sans précédent

Au Yémen, des enfants déplacés devant leur tente dans le camp de Darwin après que leur famille a fui les affrontements dans la province de Saada. Photo UNHCR/Yahya Arhab

« Les déplacements forcés ont atteint des niveaux sans précédent », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un message rendu public pour la Journée.

Selon le rapport statistique annuel du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur les Tendances mondiales, pour la première fois dans l'histoire, le seuil des 60 millions de déplacements forcés a été franchi. Cette étude, qui se base sur des données statistiques transmises par les gouvernements et les organisations partenaires du HCR, indique en effet qu'environ 65,3 millions de personnes étaient déracinées à la fin 2015, par rapport à 59,5 millions en 2014.

« Les conflits nouveaux et récurrents, et des formes de plus en plus inquiétantes de violence et de persécution, conduisent les gens à fuir en quête de sécurité dans leur propre pays ou à franchir les frontières internationales en tant que demandeurs d'asile ou réfugiés », a expliqué M. Ban.

Selon le rapport du HCR, sur les 65,3 millions de personnes déracinées, 21,3 millions sont des réfugiés (1,8 million de plus qu'en 2014), 3,2 millions sont des demandeurs d'asile dans les pays industrialisés en attente d'une décision et 40,8



millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays (2,6 millions de plus qu'en 2014, soit le plus grand nombre jamais enregistré).

La complexité et la nature prolongée des conflits à l'origine de cette évolution

« La Journée mondiale des réfugiés est l'occasion de faire le bilan de l'impact dévastateur de la guerre et de la persécution sur la vie de ceux qui sont contraints de fuir, et d'honorer leur courage et leur résilience », a déclaré M. Ban.

Le rapport du HCR explique en effet que les déplacements forcés sont en hausse depuis le milieu des années 1990 dans la plupart des régions du monde, mais que le rythme s'est accru ces cinq dernières années pour trois raisons principales : les situations provoquant d'importants flux de réfugiés durent plus longtemps (par exemple, les conflits en Somalie ou en Afghanistan durent depuis trois et quatre décennies) ; les nouvelles situations dramatiques ou les reprises de conflits se produisent plus fréquemment (en Syrie, mais aussi, ces cinq dernières années, au Soudan du Sud, au Yémen, au Burundi, en Ukraine, en République centrafricaine, etc.) ; et, enfin, le rythme auquel des solutions sont trouvées pour les réfugiés et les personnes déplacées internes est en baisse depuis la fin de la guerre froide.

« Neuf réfugiés sur dix vivent aujourd'hui dans des pays pauvres et à revenu intermédiaire, à proximité de situations de conflit », a par ailleurs souligné le Secrétaire général, ajoutant que cette Journée est également l'occasion de rendre hommage aux communautés et aux États qui reçoivent et accueillent ces personnes déplacées.

Le rapport du HCR explique que trois pays génèrent plus de la moitié des réfugiés dans le monde : la Syrie (4,9 millions), l'Afghanistan (2,7 millions) et la Somalie (1,1 million). S'agissant du nombre de personnes déplacées internes, la Colombie (6,9 millions), la Syrie (6,6 millions) et l'Iraq (4,4 millions) arrivent en tête, bien que le Yémen ait généré le plus grand nombre de nouveaux déplacés internes en 2015 (2,5 millions, soit 9% de sa population).

Des déplacements de plus en plus dangereux, sur fond de montée de la xénophobie

« L'an dernier, plus de 1 million de réfugiés et de migrants sont arrivés en Europe à travers la Méditerranée, à bord d'embarcations de fortune instables et impossibles à naviguer », a rappelé M. Ban. « Des milliers d'entre eux sont morts pendant la traversée ».

Il a déclaré que ces tragédies en mer illustrent l'échec de la communauté internationale à définir une réponse collective.

« Pas un jour ne passe sans qu'une nouvelle tragédie de réfugiés ne soit annoncée dans les médias, sans qu'on ne voie des enfants, des mères, des pères perdre la vie en tentant désespérément de fuir la violence », a déploré de son côté le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Filippo Grandi, dans une déclaration de presse rendu publique pour la Journée.

Selon le rapport du HCR, un peu plus de la moitié des réfugiés entreprenant ces traversées périlleuses sont en effet des enfants (51%). L'étude note également qu'un grand nombre d'entre eux sont séparés de leurs parents ou voyagent seuls. En 2015, l'agence de l'ONU pour les réfugiés a notamment enregistré 98.400 demandes d'asile émanant d'enfants qui non accompagnés ou séparés de leur famille.

« Dans ce contexte tragique, des niveaux inquiétants de xénophobie et d'hostilité dans la rhétorique politique sur les questions d'asile et de migration font peser une menace sur les accords internationaux qui protègent les personnes forcées à fuir la guerre ou la persécution », a déploré M. Grandi.



Selon le Haut-Commissaire, cette rhétorique de haine s'est notamment traduite par la paralysie au niveau des politiques publiques et la décision de certain pays de fermer leurs frontières.

« Les organisations humanitaires comme la mienne sont donc contraintes d'en subir les conséquences, tout en faisant leur possible pour sauver des vies humaines avec des budgets limités », a-t-il dit.

Une lueur d'espoir

« Il y a cependant une lueur d'espoir », a déclaré M. Grandi. « Contrairement aux discours incendiaires relayés régulièrement par les médias, nous avons souvent été les témoins d'une immense générosité de la part des communautés d'accueil, de particuliers et de familles qui ont ouvert leurs maisons ».

Faisant écho aux propos du Haut-Commissaire, le Secrétaire général a également noté dans son message que, depuis environ un an, de nombreux pays et régions font preuve d'un « extraordinaire élan de compassion et de solidarité ».

Il a également noté que des États ayant déjà un grand nombre de réfugiés sur leur territoire ont réservé un bon accueil aux nouveaux arrivants.

« Il est urgent de suivre les bons exemples et de les reproduire à plus grande échelle », a-t-il dit, ajoutant que l'action à l'égard des réfugiés doit reposer sur nos valeurs communes de partage des responsabilités et de non-discrimination, ainsi que sur les droits de l'homme et le droit international des réfugiés, y compris le principe de non-refoulement.

A cette fin, M. Ban a mentionné la réunion de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants, qui se tiendra à son initiative le 19 septembre prochain à l'Assemblée générale des Nations Unies. L'objectif de cette réunion sera de faire en sorte que les États membres s'accordent sur un pacte mondial fondé sur la volonté d'agir collectivement et de mieux partager les responsabilités.

« Nous devons faire bloc avec les millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient leur foyer chaque année, pour veiller à ce que leurs droits et leur dignité soient protégés, où qu'ils se trouvent, et placer la solidarité et la compassion au cœur de notre action collective », a dit le chef de l'ONU.

Iraq : l'ONU octroie 15 millions de dollars pour aider les personnes ayant fui Falloujah



Des familles arrivées de Falloujah reçoivent une assistance à Al Khalidiya. Photo OCHA/Themba Linden

20 juin - Le chef de l'humanitaire de l'ONU a annoncé lundi l'octroi de 15 millions de dollars tirés du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour venir en aide aux personnes affectées par les récents combats et les opérations militaires à Falloujah, en Iraq.

« Les gens qui fuient Falloujah ont désespérément besoin d'aide maintenant. Nous devons agir vite avant que cette situation ne devienne une catastrophe humanitaire », a déclaré le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, dans un communiqué de presse publié par le Bureau

des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Selon OCHA, depuis le début des opérations militaires par les forces de sécurité iraqiennes le 22 mai pour reprendre Falloujah des mains de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL/Daech), le nombre des personnes qui ont fui Falloujah a augmenté

rapidement.

Plus de 83.000 personnes ont fui la ville assiégée et les zones alentours ces dernières semaines et des milliers d'autres pourraient suivre alors que les combats continuent.

« L'augmentation soudaine des déplacements début juin est due au fait que les familles ont eu davantage d'opportunités de fuir », a précisé OCHA.

Les familles encore piégées à l'intérieur de Falloujah auraient peu ou pas de nourriture, et il semble y avoir peu de sources d'eau potable, alors que le risque d'apparition de maladies est élevé.

Bien qu'il soit difficile de savoir combien de civils se trouvent toujours dans la ville, l'ONU estime qu'il pourrait y avoir encore des milliers de familles. L'ONU n'a pas eu accès à Falloujah depuis que la ville a été prise par des groupes d'opposition armée en janvier 2014.

« Rien n'est plus important que d'assurer que les civils soient protégés et qu'ils aient accès à l'aide pour sauver leur vies. L'ONU et ses partenaires continuent de demander à toutes les parties au conflit qu'elles fassent tout leur possible pour respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire », a déclaré OCHA.

La plupart des personnes ayant fui Falloujah ont été transportées à Ameriyat al Fallujah, une localité située à environ 30 kilomètres au sud de la ville, où le gouvernement iraquien et ses partenaires ont des tentes déjà préparées, ainsi que de l'eau et des structures d'assainissement et d'hygiène.

Ces camps sont pleins maintenant, mais le gouvernement et les partenaires humanitaires travaillent à rapidement mettre en place d'autres camps, y compris dans les villes voisines de Khalidiyah et de Habbaniyah City Tourist.

Afghanistan : l'ONU condamne des attaques meurtrières à Kaboul et dans le Badakhshan



Khalesa, trois ans, et sa mère dans le nord de l'Afghanistan. Photo UNICEF/Zalmai Ashna

20 juin - La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) s'est dite lundi préoccupée par une série d'attaques dans des zones peuplées de civils à Kaboul et dans la province du Badakhshan qui ont fait des dizaines de morts et de blessés.

« La MANUA condamne dans les termes les plus forts la détonation d'un engin explosif improvisé dans un bazar dans le district de Kishem, dans la province de Badakhshan, qui a tué dix civils, dont cinq enfants, et a blessé 36 autres, principalement des enfants » a déclaré la MANUA dans un communiqué de presse.

Selon la Mission, un autre attentat perpétré par des Talibans dans une zone très peuplée de la capitale afghane Kaboul a tué 13 Népalais et blessé huit autres personnes, dont cinq agents de sécurité diplomatique népalais et trois civils afghans lundi matin.

Suite à cet incident, un engin explosif improvisé visant un membre du conseil provincial a explosé à Kaboul, blessant quatre civils, dont le membre du conseil.

Selon la MANUA, les Talibans ont revendiqué la responsabilité de ces deux attaques à Kaboul mais ont nié la responsabilité de l'attaque dans la province de

Badakhshan.

« La MANUA veut réitérer son appel à tous les éléments anti-gouvernementaux, y compris les Talibans, à cesser immédiatement toutes les attaques dans les zones peuplées par des civils et les attaques visant délibérément des civils, y compris les attaques contre les installations et le personnel diplomatique », a souligné la Mission.

La MANUA a exprimé ses condoléances aux familles de toutes les victimes et a souhaité un prompt rétablissement à tous ceux qui ont été blessés.

Centrafrique : l'ONU condamne des attaques répétées contre des convois humanitaires



Des Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Photo : ONU / Catianne Tijerina

20 juin - Le Coordonnateur humanitaire de l'ONU en République centrafricaine, le Dr. Michel Yao, s'est déclaré lundi indigné par une attaque meurtrière perpétrée vendredi 17 juin contre des véhicules appartenant à l'ONG Médecins sans frontières (MSF), entre Sibut et Grimari, dans la préfecture de la Kemo.

Dans une déclaration de presse, le Dr. Yao a dénoncé cet assaut par des hommes armés contre des véhicules « bien identifiés » de MSF, qui a entraîné la mort du chef de convoi, alors qu'un autre personnel à bord s'est enfui dans la brousse. En provenance de Bangui, ces véhicules transportaient des médicaments et du carburant à destination de Bangassou, a précisé le Coordonnateur humanitaire.

Il a ajouté que, suite à une précédente attaque, un chauffeur travaillant pour MSF avait également été tué, le 18 mai dernier, près de Bossangoa.

« Je condamne fermement ces attaques répétées et je rappelle à toutes les parties que la violence contre les acteurs humanitaires et les biens humanitaires est une violation du droit humanitaire international, et que cela doit cesser », a déclaré le Dr. Yao.

Il a appelé à ce que ces attaques contre les travailleurs humanitaires fassent l'objet d'enquêtes et à ce que les auteurs présumés soient tenus pour responsables.

Le Coordonnateur humanitaire a rappelé que les travailleurs humanitaires sont présents en République centrafricaine pour fournir une assistance afin de sauver des vies et alléger la souffrance des personnes affectées par la crise.

« Tel est notre objectif fondamental et nos activités sont guidées par les principes d'humanité, de neutralité, d'indépendance et d'impartialité », a-t-il dit.

Il a déploré le fait que ces attaques répétées contre les acteurs humanitaires entravent l'acheminement de l'aide et empêchent également l'accès aux personnes affectées qui sont dans le besoin d'une assistance vitale.

« La communauté humanitaire, que je représente en République centrafricaine, reste pleinement engagée à fournir une assistance vitale à toutes personnes affectées », a déclaré le Coordonnateur humanitaire de l'ONU.

L'UNESCO déplore la mort d'un journaliste en Syrie



Destructions causées par le conflit en Syrie dans un quartier d'Alep. Photo : OCHA / Josephine Guerrero

20 juin - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a dénoncé lundi le meurtre du journaliste Osama Jumaa dans la ville d'Alep, le 5 juin.

« Je condamne l'assassinat d'Oussama Jumaa », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse. « Je demande à toutes les parties au conflit de respecter les Conventions de Genève sur le statut civil des journalistes et leur droit d'exercer leur profession ».

Osama Jumaa a été tué lorsque des tirs d'artillerie ont frappé une ambulance dans laquelle il était traité pour des blessures subies alors qu'il couvrait le bombardement d'un quartier résidentiel d'Alep. Il travaillait pour Images Live, une agence photo britannique.

La Directrice générale de l'UNESCO fait des déclarations sur l'assassinat de travailleurs des médias conformément à la Résolution 29 adoptée par les États membres de l'UNESCO à la Conférence générale de l'Organisation en 1997 intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».

L'ONU s'efforce d'améliorer la coordination pour répondre aux crises sanitaires mondiales



Un centre de recherche au Brésil procède à des tests pour diagnostiquer la présence du virus Zika dans des échantillons de sang de femmes enceintes. Photo OMS/PAHO

20 juin - Lors d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux crises sanitaires mondiales, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a insisté lundi sur la mise en œuvre de mesures destinées à mieux se préparer et à mieux répondre à ces crises à l'avenir.

Le 9 février 2016, le Groupe de haut niveau sur la réponse mondiale aux crises sanitaires, présidé par l'ancien Président de Tanzanie, Jakaya Mrisho Kikwete, a présenté un rapport contenant 27 recommandations, insistant notamment sur la nécessité d'une recherche innovante et de financements adéquats.

« Le Groupe nous a donné des recommandations concrètes et raisonnables qui tracent une voie claire sur la façon dont les communautés, les nations et le système international peuvent mieux se préparer et répondre aux crises sanitaires à l'avenir », a souligné M. Ban.

Il a ajouté qu'il avait l'intention de s'impliquer pleinement dans la mise en œuvre de ces recommandations et qu'à cet égard il avait établi un groupe de travail pour coordonner les efforts dans ce domaine.

Le groupe de travail sera dirigé par le Vice-Secrétaire général, Jan Eliasson, avec le soutien de David Nabarro, Conseiller spécial du Secrétaire général sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le changement climatique. La Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Margaret Chan, et le Président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, co-présideront le groupe de travail.

Le Secrétaire général s'est félicité des progrès déjà réalisés dans certains domaines. Il a ainsi noté que l'OMS avait créé un programme pour les urgences

sanitaires, son nouveau bras opérationnel lui permettant de répondre de manière efficace et immédiate aux épidémies et aux urgences sanitaires.

Ban Ki-moon a également noté que le Groupe de haut niveau avait insisté sur la nécessité de renforcer la coordination au sein du système des Nations Unies au moment de crises sanitaires. « Dans le cas de l'épidémie actuelle du virus Zika, le Vice-Secrétaire général a organisé chaque mois des réunions de coordination des hauts responsables du système des Nations Unies pour garantir une coordination et un partage des informations au plus haut niveau », a souligné M. Ban.

Le chef de l'ONU s'est enfin félicité du lancement en mai 2016 par la Banque mondiale d'un système de financement d'urgence pour les pandémies. « Ce sera un mécanisme de financement mondial innovant à décaissement rapide, conçu pour protéger le monde contre les pandémies. Il va créer le premier marché d'assurance pour les risques de pandémie. Il sera mis en œuvre en étroite collaboration avec l'OMS », a-t-il souligné.

A Lesbos, Ban Ki-moon rappelle l'obligation morale du monde envers les réfugiés



Le Secrétaire général Ban Ki-moon visite le camp de réfugiés de Kara Tepe sur l'île grecque de Lesbos le 18 juin 2016. Photo ONU/Rick Bajornas

18 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est rendu samedi sur l'île grecque de Lesbos, point d'arrivée de nombreux réfugiés et migrants traversant la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, et a rappelé que le monde entier avait une "obligation morale" envers eux.

Cette visite à Lesbos est intervenue deux jours avant la Journée mondiale des réfugiés, qui est célébrée chaque année le 20 juin.

"Aujourd'hui, j'ai rencontré des réfugiés de certains des endroits les plus tourmentés du monde. Ils ont vécu un cauchemar. Et ce cauchemar n'est pas terminé. Mais ici, à Lesbos, ils ont trouvé un endroit loin de la guerre et des persécutions", a dit M. Ban lors d'un point de presse.

Le Secrétaire général a félicité les autorités grecques, la population de Lesbos et la communauté humanitaire pour leur "réponse extraordinaire" face à l'arrivée de ces réfugiés.

Il a rappelé que l'ONU faisait tout son possible pour mobiliser le soutien de la communauté internationale mais a noté que la situation des réfugiés s'aggravait. "Chaque jour à travers le monde, des milliers de familles continuent de fuir leurs maisons. Chaque mois, 450 personnes meurent en mer Méditerranée", a-t-il dit.

"La communauté internationale doit faire plus pour résoudre les conflits et répondre aux facteurs qui causent tant de souffrances et de bouleversements", a ajouté le chef de l'ONU. "Nous devons également lutter ensemble contre la fermeture des frontières, les barrières et le racisme. Je demande aux pays d'Europe de répondre avec une approche humaine et fondée sur les droits humains. La détention n'est pas la réponse. Il faut que cela cesse immédiatement".

Ban Ki-moon a plaidé pour des efforts communs permettant de réinstaller plus de personnes, de fournir des voies légales, et de mieux intégrer les réfugiés.

Il a remercié les pays qui sont à la pointe de ces efforts, en particulier les pays en développement qui accueillent 90% des réfugiés dans le monde.

"Il est temps pour le monde de partager pleinement cette responsabilité. C'est notre obligation politique et morale. C'est notre impératif humanitaire", a-t-il conclu.

Plus tôt dans la journée, le Secrétaire général de l'ONU se trouvait à Athènes où il a rencontré notamment le Premier ministre grec, Alexis Tsipras.

Lors d'un point de presse à l'issue de cette rencontre, M. Ban a noté que "malgré ses propres difficultés économiques, la Grèce a été généreuse en sauvant des vies".

"La Grèce mérite notre admiration. Elle mérite un plus grand soutien. La Grèce ne devrait pas se retrouver seule à affronter ce défi", a-t-il ajouté.

Violence sexuelle en temps de conflit : l'ONU appelle à briser le silence



Des étudiantes d'une école de sage femmes à El Fasher, au Nord Darfour, manifestent contre la violence visant les femmes. Photo ONU/Albert Gonzalez Farran

19 juin - A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit qui est célébrée chaque année le 19 juin, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé dimanche à briser le silence sur ce fléau.

« Partout dans le monde, nous sommes témoins d'un nombre effroyable d'actes de violence sexuelle commis en temps de guerre. Nulle région n'échappe à ce fléau, qui continue de frapper femmes, filles, garçons et hommes », a déclaré M. Ban dans un message.

Selon lui, des progrès manifestes ont été réalisés dans la lutte contre ces crimes, grâce notamment à un élan politique sans précédent.

« Il est largement admis que les violences sexuelles constituent une stratégie visant délibérément à détruire le tissu social, à contrôler les populations, à les intimider et à les obliger à fuir. Elles sont perçues à juste titre comme une menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales, comme une violation grave du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et comme un obstacle majeur à la réconciliation au lendemain des conflits et au développement économique », a souligné le Secrétaire général.

Il y a eu plusieurs procès historiques contre des dirigeants politiques et militaires, signe que l'ère de l'impunité pour les violences sexuelles en tant qu'arme de guerre est révolue.

M. Ban a rendu hommage aux dizaines de milliers d'aidants, aux professions médicales, aux défenseurs des droits et à tous les autres qui sont en première ligne dans cette lutte et à tous ceux qui se battent pour que les choses changent.

Il a toutefois noté que de nombreuses difficultés demeurent. « L'un des aspects extrêmement troublants est l'utilisation de la violence sexuelle comme tactique de terrorisme. Daech, Boko Haram et d'autres groupes extrémistes recourent aux violences sexuelles pour attirer et retenir les combattants, ainsi que pour dégager des revenus », a-t-il dit.

« Les femmes, les hommes, les filles et les garçons enlevés souffrent de traumatismes très lourds, du fait de la brutalité des violences physiques et sexuelles qu'ils subissent, sans compter que mariages d'enfants, mariages forcés et esclavage sexuel sont également monnaie courante », a-t-il ajouté.

L'enlèvement de plus de 200 filles à Chibok (Nigéria) et le drame des femmes et des filles que des groupes extrémistes au Moyen-Orient marient de force ou transforment en esclaves sexuelles sont deux des exemples les plus horribles de l'utilisation de la violence sexuelle comme tactique de terrorisme.

Le chef de l'ONU a demandé la libération immédiate de toutes les personnes retenues en captivité. Il a demandé aussi que celles qui rentrent chez elles et risquent de souffrir d'isolement social et de dépression soient prises en charge comme il se doit.

« Les femmes et les filles ayant des enfants peuvent avoir besoin d'un accompagnement médical et psychosocial spécialisé; cet accompagnement doit s'étendre aux enfants eux-mêmes, qui peuvent être en butte au rejet le plus total. La honte et l'ostracisme auxquels se heurtent ces femmes et ces enfants dans la société devraient être redirigés vers les auteurs de ces terribles violences », a dit M. Ban, qui a conclu par un appel à briser le silence « pour ces femmes, ces filles, ces hommes et ces garçons, qui sont considérés depuis trop longtemps comme des butins de guerre ».

Myanmar : l'ONU réclame des mesures concrètes pour mettre fin aux violations des droits des Rohingyas



Des pêcheurs indonésiens ont secouru des centaines de Bangladais et de Rohingyas du Myanmar en mai, dont ces enfants. Photo HCR

20 juin - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté lundi le nouveau gouvernement du Myanmar à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la discrimination systémique et aux violations continues des droits de l'homme perpétrées à l'encontre des minorités, notamment la communauté musulmane Rohingya dans l'Etat de Rakhine.

Selon un nouveau rapport publié par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), les Rohingyas sont confrontés à des privations arbitraires de nationalité, à des restrictions sévères de leur liberté de mouvement, à des menaces pour leur vie et leur sécurité, au déni de leurs droits à la santé et l'éducation, au travail forcé, à la violence sexuelle, à la limitation de leurs droits politiques, entre autres violations.

Quatre ans après les violences de 2012 dans l'Etat de Rakhine, quelque 120.000 musulmans Rohingya et Kaman vivent toujours dans des camps de déplacés internes. Il existe aussi une hausse alarmante des incitations à la haine et de l'intolérance religieuse par des organisations bouddhistes ultra-nationalistes. Le rapport estime que ces violations à l'encontre des Rohingya pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

« Le nouveau gouvernement hérite d'une situation où des lois et des politiques sont en place et conçues pour nier les droits fondamentaux des minorités, et où l'impunité pour les violations graves contre ces communautés encourage la violence contre celles-ci », a déclaré Zeid Ra'ad Al Hussein. « Il ne sera pas aisé de corriger une discrimination si profondément ancrée. Ce sera un processus difficile qui nécessitera de la détermination, des ressources et du temps. Mais cela doit être une priorité absolue pour mettre un terme aux violations en cours et empêcher d'autres violations contre les minorités ethniques et religieuses ».

« Le gouvernement a fait publiquement fait part de ses intentions initiales. Je suis encouragé par le dialogue constructif que nous avons eu au cours des dernières semaines. J'espère que vous pourrons commencer à travailler ensemble pour la mise en œuvre de certaines des recommandations contenues dans mon rapport », a déclaré le Haut-Commissaire.

Le rapport indique que dans l'Etat de Rakhine, situé dans le nord du pays, les arrestations et détentions arbitraires de Rohingya restent répandues. Les arrestations ont souvent lieu sans fondement, sans procédure formelle et sans charge, jusqu'à ce que la libération soit obtenue contre le paiement d'un pot-de-evin. Pour les personnes formellement inculpées, les garanties de procès équitable sont souvent violées.

Les populations Rohingya et Kaman sont confrontées à des restrictions sévères de leur liberté de mouvement. L'incapacité à se conformer aux obligations peut aboutir à des arrestations et à des poursuites. Ces restrictions ont un impact sévère sur leur accès aux moyens de subsistance, aux soins de santé et à l'éducation. Dans les communes entourant Sittwe, la capitale de l'Etat de Rakhine, les musulmans ne peuvent pas avoir librement accès aux hôpitaux des communes et les cas urgents sont référés à l'hôpital général de Sittwe via un processus pénible.

L'Etat de Rakhine a l'un des taux d'alphabétisation les plus bas du pays et les non-citoyens, y compris les Rohingya, ne peuvent pas mener des études menant à certaines professions, comme la médecine, l'économie et les études d'ingénieur.

Dans l'Etat de Rakhine, une série de politiques et directives discriminatoires émanant des autorités locales et visant les Rohingya, connues sous le nom d'« ordres locaux », sont en place depuis de nombreuses années. Les enfants rohingya ne reçoivent pas de certificats de naissance depuis les années 1990, ce qui restreint encore davantage leurs droits et augmentent leur vulnérabilité aux violations.